

# LE NATIONALISME ET LES PARTIS

VII

## LA RÉCIPROCIÉTÉ

### Les \$200,000 de la Ligue Anti-Réciprociste

Je crois avoir démontré que l'élection de Drummond-Arthabaska fit faire à M. Borden et au parti conservateur une évolution notable dans leur attitude publique sur la question navale et l'appel au peuple. Dans les relations intimes, le changement était encore plus marqué. Suivant l'expression énergique de M. Monk, les chefs torys étaient devenus pour nous d'une "politesse indécente". Quand nous allions à Ottawa, les conservateurs, qui nous rendaient deux mois auparavant, nous savaient au cou. Le péril que j'avais redouté — l'accapement du mouvement au profit d'un parti — nous menaçait sérieusement.

Le ministère libéral vint à notre secours.

Sir Wilfrid Laurier, on le sait, avait renoncé depuis longtemps à toute idée d'une entente commerciale avec les Etats-Unis. L'année précédente, il avait repoussé les avances de M. Taft et les obsessions de M. Fielding, qui le pressait de lier partie avec le président de la République. Affaibli par sa déroute de Drummond-Arthabaska, il tourna tout pour tout et bâcla la convention douanière afin de créer une diversion dans le Québec, et aussi dans les provinces de l'Ouest, où sa politique navale n'était guère plus populaire qu'ici. Le calcul n'était pas mauvais. Nul doute que sans la réciprocité, le ministère libéral eût perdu quinze ou vingt sièges de plus dans la seule province de Québec. Mais le vieux chef avait compté sans la formidable levée de boucliers des financiers et des industriels. Il n'avait pas encore mesuré non plus toute la profondeur du mal causé aux idées libérales et nationalistes, dans la province d'Ontario, par le torysme de sir George Ross et la faiblesse de son propre état-major ontarien, toujours empressé à désarmer les torys en leur empruntant leurs idées.

\*\*\*

On sait quel accueil le *Devoir* fit au projet de réciprocité.

En dehors du mérite intrinsèque de la convention, nous n'étions pas fâchés d'avoir l'occasion de démontrer combien nous étions libres de toute attache avec le parti tory. Et surtout, nous étions enchantés de voir les ministres libéraux, qui avaient jusque là fait tant de bassesses pour s'affirmer la faveur des impérialistes, jeter cette lourde pierre dans la mare aux grenouilles.

Du reste, nous n'étions pas opposés en principe à toute mesure de réciprocité.

Sans avoir jamais discuté à fond la question du tarif douanier — qui ne s'était guère posée depuis l'origine du mouvement, en 1899 — la Ligue nationaliste avait énoncé un principe général:

**Détermination de notre politique douanière au point de vue exclusif des intérêts canadiens.**

Sans être protectionnistes à outrance, nous pensions, — et nous croyons encore — que la thèse libre-échangiste, toute juste qu'elle puisse être en principe, ne peut s'appliquer dans un pays de sept millions d'habitants, voisin d'une nation de quatre-vingt-dix millions d'individus, dont la production industrielle, stimulée par un tarif fort élevé, est concentrée entre les mains de quelques trusts, les plus formidables du monde. D'autre part, nous avons toujours soutenu que le Canada, au lieu de se lier par un seul tarif de faveur accordé à la Grande-Bretagne, devrait être libre, sans faire tort à ses industries, à nouer des relations commerciales avec n'importe quel pays, et particulièrement avec les Etats-Unis.

En ceci, comme presque en toute chose, les nationalistes sont restés, on le voit, dans la tradition canadienne et dans la voie ouverte par sir John Macdonald.

\*\*\*

Il n'est donc pas étonnant que nous ayons fait tout d'abord un accueil plutôt favorable à la convention négociée par M. Fielding et Patterson — d'autant plus que le ministère affirmait alors n'être lié en aucune façon aux termes et à la durée d'un traité. Nous fîmes cependant d'importantes réserves, dont la principale était qu'il eût mieux valu attendre le résultat du mouvement créé aux Etats-Unis pour imposer un abaissement général du tarif.

Dès le 3 février 1911, j'écrivais ceci:

"N'est-il pas été plus sage de laisser la réaction atteindre son point culminant, à l'élection présidentielle et sénatoriale de 1912, et de négocier avec un président, un sénat et une chambre des représentants également favorables à la réduction du tarif et à la réciprocité?"

M. Taft ne s'est-il pas empressé de bâcler la convention avant qu'un pouvoir exécutif et un congrès plus dégagés des influences protectionnistes n'affrissent au Canada des conditions plus avantageuses?"

En ceci comme en maintes autres circonstances, les "démolisseurs" et les "ratés" du nationalisme n'ont-ils pas vu plus clair que les "politiciens pratiques" et les grands hommes d'Etat du rougisme?"

Le 21 février, le *Devoir* conseillait la suspension des délibérations à Ottawa. Et le 6 mars, après le refus du sénat américain d'approuver la convention, j'écrivais en toutes lettres: "La convention ne doit pas être ratifiée [à Ottawa]; il faut négocier à nouveau."

\*\*\*

Du reste, nous nous gardâmes soigneusement d'entrer dans les rangs des anti-réciprocistes à tous crins. Nous fîmes les premiers à dénoncer l'odieux et grotesque campagne du *Star*, qui avait entrepris de prouver aux Canadiens-français que la réciprocité commerciale avec les Etats-Unis entraînerait la perte de leur langue et de leur religion.

Quand la junte de Toronto, présidée par sir Edmund Walker, choisit Sifton comme son porte-étendard, nous lui fîmes promptement son affaire, ce qui nous valut les injures de quelques lieux, embusqués dans cette haine à tout mettre: la Patrie. Et lorsque l'agent de la Ligue anti-réciprociste vint nous offrir ses articles patriotiques et ses subsides, le *Devoir* ferma sa porte au monsieur, à sa littérature et à son argent. Ce qui n'empêcha pas les chefs libéraux, leurs sous-ordres et leurs valets de plume de répéter, six mois durant, que le *Devoir* s'était vendu aux lieux et à la Ligue anti-réciprociste pour deux cent mille dollars.

Le plus plaisant de l'affaire, c'est que plusieurs journaux libéraux, le *Glacier* en tête, publièrent, à titre d'annonces gracieusement payées, les articles que nous avions refusés. Il n'y a pas que les journaux vendus au trust des armements qui pratiquent l'industrie de la propagande des idées à tout le pouce carré.

Les honnêtes gens et les badauds, qui ne comprennent pas les dessous de la politique et le fond de l'âme des politiciens, ne peuvent imaginer à quel degré de cynisme peuvent descendre les hommes d'Etat les plus huppés, à quelle abjecte besogne peuvent se plier les journalistes, les députés et les "orateurs" qui les servent. Cette honteuse ignorance les empêche de bien comprendre l'intérêt que tous ces gros-là ont à faire passer pour des "lous", des "ratés", des "calomnieux", des "démolisseurs", les rares hommes libres qui, ayant repoussé leurs arbes, ne craignent pas de dénoncer leurs turpitudes. C'est l'éternelle histoire du filon qui, avant de dévaliser la maison, fait tuer le chien de garde en criant partout qu'il est enragé. Et c'est généralement le futur volé — comme dirait l'incomparable D.-A. Lafortune — c'est-à-dire le bon public gaga, qui se charge d'étrangler le filon.

\*\*\*

Notre attitude sur la réciprocité n'interrompit nullement nos bons rapports avec M. Monk et son groupe. Tout en tenant compte des exigences de sa circonscription électorale, fortement opposé à la réciprocité, le député de Jacques-Cartier pefit, au début, une attitude analogue à la nôtre. Son discours au banquet d'anniversaire du *Devoir*, le 28 janvier 1911, en témoigne. L'un de ses plus fâcheux moments, tout favorable qu'il fût à un rapprochement avec le parti conservateur, ne se gênait pas de dire que si les chefs torys voulaient causer des ennuis au groupe indépendant et même aux nationalistes, M. Monk serait justifié d'appuyer le gouvernement sur la question du tarif afin de causer un malin à la juste tory-impérialiste.

C'est vers ce temps-là que M. Borden se décida à entamer des négociations avec les nationalistes.